

AUTOMOBILE : IL FAUT ET IL EST POSSIBLE DE MONTRER LA VOIE DE LA LUTTE

La réunion du secteur automobile de l'Union Fédérale SUD Industrie, qui s'est déroulée le 28 février et a réuni une vingtaine de structures, était résolument tournée vers la volonté de se mobiliser, au-delà de la « seule » entreprise elle-même. Si le rapport de force doit d'abord être construit au niveau de l'établissement, il doit aussi s'élargir à l'entreprise, au groupe, puis au niveau de la branche. C'est plus facile à dire qu'à faire, mais la prise de conscience des intérêts communs face au patronat de l'automobile dans son ensemble, au-delà des seuls constructeurs,

sous-traitants et équipementiers, devient de plus en plus forte. La succession des PSE et des centaines de suppressions d'emplois a également servi de détonateur. Ainsi, l'Union Fédérale SUD Industrie a décidé de réaliser un tract commun pour le secteur automobile, avec une distribution partout où cela est possible lors d'une même journée nationale, afin de briser l'illusion de concurrence entre travailleurs. La visibilité sera l'une des conditions de la réussite de cette mobilisation, car trop souvent, la classe ouvrière est mise de côté. Or, elle est indispensable pour faire tourner la société, comme c'est le cas pour les salariés de l'automobile, à forte utilité sociale. « *Sans nous, pas de bagnoles* », et sans véhicules, l'économie est totalement bloquée. Ce sera le sens de **notre message le 30 avril 2025, lors de l'AG des actionnaires de Renault, à laquelle nous appelons à nous mobiliser massivement.**



COCA-COLA PRODUCTION

SUD a enclenché un **droit d'alerte chez Coca-Cola Production de Socx** (.L2312-59 du Code du travail). Nous soutenons pleinement cette enquête et les salariés confrontés aux agissements néfastes d'un responsable.



VALEO ST-QUENTIN FALLAVIER

Plus d'une cinquantaine de salariés de Valeo (38) **ont fait le déplacement devant le siège à Créteil**. Face aux 238 suppressions d'emplois annoncées, la mobilisation, organisée notamment par SUD Industrie, continue



OU EST LA PLACE DE L'HUMAIN DANS LA PRODUCTION IVECO

Au-delà des contingences économiques période d'industrialisation du GX, il est nous replaçons l'humain au centre de préoccupations en matière de sécurité dans un monde en constante évolution technologique et industriel.

IVECO ANNONAY

La dernière expression syndicale SUD, représentatif sur le site d'Annonay (Iveco Bus), revient longuement sur la place **de l'Humain** : les intérêts du personnel (salaires, conditions de travail) doivent passer avant les intérêts économiques.

NOS RETRAITES. LEUR DÉFICIT ! LEURS PROFITS !

Depuis plusieurs années, les gouvernements et le patronat creusent volontairement le déficit des caisses de retraite pour augmenter leurs profits. On nous dit que c'est à cause de l'augmentation de l'espérance de vie et du nombre de salariés en baisse. Ces arguments, repris par les médias qu'ils contrôlent, visent à justifier le fait de travailler plus longtemps pour des revenus bloqués, tandis que leurs profits explosent.

En 2023, les exonérations de cotisations patronales coûtent 75 milliards d'euros, essentiellement pour les actionnaires. Les exonérations de charges patronales sont totales jusqu'à 1,5 fois le

SMIC, puis dégressives entre 1,5 et 2,4 SMIC. On comprend pourquoi ils préfèrent distribuer des primes plutôt que de réelles augmentations, qui nous feraient dépasser ces seuils.

L'objectif des gouvernements est de fragiliser les caisses de retraite et la Sécurité sociale pour justifier leurs réformes. Les aides publiques aux entreprises (crédits d'impôt, exonérations, subventions, etc.) s'élèvent à 150 milliards d'euros par an..

Cette manne pourrait être réorientée vers les besoins sociaux, l'emploi, les retraites et les services publics. Ces aides profitent surtout aux grandes entreprises bénéficiaires.



Pour améliorer le système de retraites, nous proposons :

- Départ à la retraite à 60 ans pour toutes et tous, hors métiers pénibles ;
- Revenir au calcul sur les 10 meilleures années pour le privé. ;
- Garder le calcul sur les 6 derniers mois pour le public. ;
- Prendre en compte les années d'études et les différentes formes de pénibilité. ;
- Taux de remplacement minimum de

75%, avec une pension au moins égale au « SMIC CGT » (2 000 €).

Le problème n'est pas le manque d'argent pour financer la retraite à 60 ans, mais la répartition des profits. Cette bataille ne sera pas gagnée par des négociations, mais par la grève générale et des manifestations massives. Les syndicats doivent cesser leurs stratégies démobilisatrices et se préparer aux affrontements nécessaires.



« IL N'Y A DONC PAS D'AUTRE SOLUTION POSSIBLE QU'UNE ÉCONOMIE DIRIGÉE PAR LES TRAVAILLEURS À TRAVERS LEURS ORGANISATIONS DE CONTRÔLE À TRAVERS LES SYNDICATS OUVRIERS. » (MONTSENY FREDERICA)



ASSISES « SANTÉ TRAVAIL » DU 25 ET 26 MARS 2025 : SUD INDUSTRIE RÉPONDRA ENCORE PRÉSENT.

Le 28 avril 2023, nous nous étions mobilisés (avec certains syndicats de la CGT/SUD) pour dénoncer l'ampleur et l'impunité du patronat responsable des accidents du travail. Cette mobilisation a donné lieu à une liste de reven-

dications et à la volonté de nous réunir non pas pour constater les agressions patronales, mais pour réfléchir aux actions concrètes à mener contre cet adversaire. Forts de l'expérience, nous renouvelons cette initiative avec un programme sur 2

jours. Nos échanges aborderont 4 thèmes : Femmes, santé, travail ; AT et maladies professionnelles : prévenir, agir, réparer Santé, travail, environnement. L'UFSI sera de nouveau présent à ces journées pour témoigner des combats.

L'ENTRETIEN AVEC SUD INDUSTRIE 54-55



SYNDICAT S.U.D. SOVAB (GROUPE RENAULT)

Le syndicat S.U.D. Automobile SOVAB est l'une des structures les plus anciennes de notre Union. Sa date de création remonte à 1999, lors des accords 35 heures signés par la CFDT.

Dominique et Luigi, tous deux Délégués Syndicaux, le premier étant Secrétaire et le second Secrétaire adjoint, font le point sur la riposte syndicale face à la réorganisation annoncée par le fabricant de l'utilitaire Master, qui emploie plus de 3000 travailleurs. La direction vient d'annoncer la volonté du groupe de réduire la production quotidienne de 720 véhicules à 440 véhicules par jour. À la clé, renvoi de 700 intérimaires, suppression de l'équipe de nuit et danger global sur la situation économique et sociale.



**SUD INDUSTRIE 54-55
SYNDICAT SUD SOVAB**

CRÉATION : 1999

VILLE : BATILLY (54)

**REPRESENTANT: DOMINIQUE
LECLAIRE (SECRETARE ET DS)**

**CONTACTS : 06 86 63 82 22 -
SUDAUTOMOBILE@WANADOO.FR**

« NOUS N'EN SOMMES QU'AU DÉBUT DE LA MOBILISATION »

Quelle est la situation actuelle ?

SUD SOVAB : Le lancement du nouveau Master en juillet 2024, avec de nouvelles normes européennes, ne s'est pas déroulé comme d'habitude « en mixé ». C'est-à-dire que l'ancien véhicule a été arrêté. Le nouveau s'est réalisé en « full production » : cadences élevées, production non-stop, heures sup. Malgré nos alertes pour lisser la production et s'adapter, Renault a préféré constituer un *surstock* sans prendre en compte les commandes. La première erreur de la direction est l'absence d'anticipation et de vouloir la faire ensuite payer aux salariés.

2. S'agit-il d'une stratégie financière ?

SUD SOVAB : Renault est en train de casser notre outil de production en développant des véhicules qui ne correspondent pas à la demande, notamment pour les

TPE/PME, qui représentent 20 à 25% des acheteurs. Il y a une double erreur sur la stratégie économique et commerciale en passant d'un véhicule 10 000 € plus cher sur le modèle de base pour faire du « premium ». L'augmentation des marges conduit à se couper du besoin. Le maçon, lui, se fiche de la cabine chauffante arrière qu'il devra payer plus cher. Idem pour la motorisation. Il y a un enjeu de société : nous défendons des véhicules accessibles et utiles au plus grand nombre.

3. Avez-vous réagi rapidement ?

SUD SOVAB : Nous nous sommes mobilisés immédiatement, en plus de l'intersyndicale locale avec la CGT et FO : conférence de presse dès le 13 février, rencontre avec les élus, courrier au ministère, table ronde avec les collectivités, saisine de la préfecture...La

priorité est d'augmenter les commandes, actuellement à 300 / jour au lieu de 500. La responsabilité incombe à la direction. Aucun emploi ne doit être supprimé. Nous n'en sommes qu'au début de la mobilisation.

4. Et plus globalement, comment voyez-vous l'avenir pour le secteur ?

SUD SOVAB : Ce qui se passe est une catastrophe industrielle, économique, commerciale et sociale : on est en train de tuer l'automobile fabriquée en France, avec des normes européennes qui favorisent d'autres productions. Derrière les primes et les contraintes environnementales, très critiquables, il y a une injustice sociale et une destruction annoncée des emplois. L'urgence devrait être de soutenir l'industrie tout en imposant une redistribution des richesses.



FORMATION SYNDICALE

BULLETIN DE PAIE

Cycle complet organisé les 12 mars, 10 avril et 19 juin avec le **Réseau d'Éducation Populaire (REP)** : mieux comprendre sa fiche de paie, la sécurité sociale et ses cinq branches, ainsi que les enjeux d'une République sociale autogérée par les travailleurs et travailleuses. Les inscriptions se font au nom de SUD Industrie Territorial à l'adresse habituelle : cfeses@sudindustrie.org

FORMATIONS CSE

Pour toutes les sessions liées à la délégation du personnel en **CSE économique** (5 jours) ou **CSE Santé-Travail** (entre 3 et

5 jours selon les mandats), contactez-nous directement.

NOTRE HISTOIRE

Créé en 2015, l'Institut de Formation et d'Études des Secteurs Industriels de Solidaires (**IFESIS**) est issu de la volonté du secteur formation d'avoir son propre outil. Adapté aux spécificités du secteur, l'IFESIS développe une politique de formation ambitieuse. Vous pourrez retrouver l'intégralité des formations dans le **mémo IFESIS 2025**, disponible en version numérique et papier, sur demande auprès de la permanence nationale de SUD Industrie.

BOUTIQUE MILITANTE

La visibilité de notre organisation, toute l'année et encore plus lors des différentes mobilisations, est essentielle pour faire progresser nos idées. La **boutique militante de SUD Industrie** est accessible à tous les syndicats SUD Industrie territoriaux pour passer leurs commandes via notre site internet. **Autocollants, drapeaux, sweats, chasubles, pin's, casquettes, calendriers**

et de nombreux autres accessoires originaux sont disponibles.

La boutique s'est étoffée de manière significative ces dernières années. Elle existe grâce à l'implication militante des camarades, mais aussi aux commandes des syndicats, ce qui permet de mutualiser les coûts et d'avoir du matériel commun.



www.sudindustrie.org



Ce bulletin est **RÉDIGÉ PAR LES MILITANT-E-S** de SUD Industrie et animé par un **COMITÉ DE RÉDACTION** : Bernard, Francis, Julien, Marc. Sous la responsabilité du Collectif d'Animation de SUD Industrie (CAS). *Pour toutes questions* : permanence@sudindustrie.org



**Union Fédérale
SUD industrie**
10, Avenue Rachel
75018 Paris

permanence@sudindustrie.org

www.sudindustrie.org

01.42.94.98.86

Co-secrétaires :

Francky Poiriez & Jérôme Massin

Trésorerie

Laurent Volonté 06.29.62.43.33
Marc Tzwangue 06.82.55.83.16
tresorerie@sudindustrie.org

Coordination - Vie interne

Julien - 06.51.00.95.52

coordination@sudindustrie.org

Formation syndicale / IFESIS

Francis Fontana 06.30.71.78.22
Bernard Guillerey 06.70.93.61.51
formation@sudindustrie.org

Juridique

Mohamed Khenniche 06.66.61.04.12
Sami Hamida 06.31.84.54.09
juridique@sudindustrie.org

Laïcité & lutte contre les discriminations

Francky & Julien

laicite@sudindustrie.org

International

Sami et Marc

international@sudindustrie.org

Boutique militante

Zakaria Mortaji 06.50.32.68.06
Jérôme Massin 06.70.27.78.35
boutique@sudindustrie.org

Luttes

Florent Cariou 07.86.15.86.84
luttes@sudindustrie.org

Communication

Janète Pereira 06.40.14.61.91
Bernard & Florent

communication@sudindustrie.org

Liaisons d'activité

Auto (Marc), Caoutchouc (Nicolas),
Agro-alimentaire (Mickael) : contactez
directement **la permanence@** **4**